



# La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve  
est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire  
Supérieur, Scientifique et Académique

Lettre n° 62 – Juin 2024

## Table des matières

Éditorial du Président le Général de corps d'armée Olivier GOURLEZ de la MOTTE .....	2
Biographie du Général (2S) Nicolas RICHOUX, Directeur général de Minerve .....	2
Mot de la Rédactrice en chef .....	2
Mot du Directeur de l'EMSST .....	2
« L'Amérique latine : les défis d'une influence internationale Partie 1 : un passé douloureux, les tensions avant 2020 » .....	3
« La géographie, ses domaines et champs d'application dans les opérations et le renseignement militaire » .....	5
« Quelles perspectives pour la présence militaire française en Afrique ? » .....	5
« Officiers orientalistes, interprètes, linguistes... D'où ces officiers que les Armées forment aux langues étrangères viennent-ils ? » .....	6
« Une certaine idée de la Russie : quand la géographie devient politique ... » .....	6
« Vivement la Première ! » .....	7
Informations diverses .....	7
Carnet rose .....	7
Carnet gris .....	7



# La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve  
est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire  
Supérieur, Scientifique et Académique

Lettre n° 62 – Juin 2024

## Éditorial du Président le Général de corps d'armée Olivier GOURLEZ de la MOTTE

### « La Géographie dans le monde militaire »

La quatrième phase de l'exercice ORION qui s'est déroulée entre avril et mai 2023 a été d'une ampleur inédite, par son ambition et le volume des troupes engagées. Peut-être moins médiatisée, la production des 43 000 outils cartographiques, livrés en avance de phase par l'Etablissement géographique interarmées, mérite d'être soulignée : 4 tonnes de cartes livrées dès le mois de janvier.

Pendant l'exercice proprement dit, plusieurs spécialistes géographes ont été déployés pour alimenter et administrer les infrastructures de données géographiques. Cet équivalent d'un « Google Maps » militaire a permis aux planificateurs de disposer des fonds cartographiques numériques indispensables.

Ces chiffres sont importants. Pourtant, ils ne sont représentatifs que de la partie émergée de l'iceberg « Géographie ». En effet de nombreuses activités ou domaines sont impactés par ce besoin. La géographie est véritablement un facteur de supériorité opérationnelle, s'inscrivant comme fondamentale dans chacune des fonctions stratégiques du livre blanc de 2013.

Aujourd'hui la gestion des données en général, démultipliée par le foisonnement des capteurs en particulier issus du spatial, est devenue un enjeu majeur du numérique, apportant une précision essentielle pour la géolocalisation ou le géoréférencement.

Ce souci de la géographie est relativement récent. En juillet 1870, lors de la guerre entre la France et l'Allemagne, malgré des organisations presque semblables, les forces sont inégales et les combats d'août-septembre 1870 aboutissent à la défaite. En France, l'analyse des causes met en évidence l'absence de connaissances générales en géographie et le manque de cartographie précise destinée aux états-majors. À titre d'exemple, cette dernière ne couvrait pas complètement le territoire national.

Il faut soutenir aujourd'hui ce nouvel intérêt pour la géographie, chacun dans son domaine doit identifier la nécessité, voire approfondir son apport aux différentes fonctions à déployer.

## Biographie du Général (2S) Nicolas RICHOUX, Directeur général de Minerve



Saint-Cyrien de la promotion Général de Monsabert (1982-1985), le Général de brigade (2S) RICHOUX est issu de l'Arme Blindée Cavalerie. Il sert comme lieutenant au premier régiment de Cuirassiers de Saint-Wendel, avant de devenir commandant de promotion CT1 à l'EAABC de Saumur. Il prend ensuite successivement le commandement du 4<sup>ème</sup> escadron du 8<sup>ème</sup> Hussards, puis à sa dissolution, celui du 4<sup>ème</sup> escadron du 1<sup>er</sup> Spahis (1992-1995).

Muté à Paris à la Direction du personnel militaire de l'armée de Terre, il intègre ensuite l'EMSST et fait une scolarité au CELSA, dans le cadre d'un DESS de gestion des ressources humaines. Breveté de la *Führungsakademie* de la *Bundeswehr* à Hambourg (1998-2000), il devient successivement chef BOI (bureau opérations instruction), commandant en second puis chef de corps du 3<sup>ème</sup> régiment de Hussards (2000-2005).

Il rejoint ensuite l'EMA (état-major des armées), comme traitant franco-allemand au sein de la division Euratlantique (2005-2009). Adjoint puis chef de la division « Retour d'expérience » du CDEF (centre de doctrine d'emploi des forces 2009-2012), il sert ensuite à l'École de guerre comme cadre. Chef de cabinet du gouverneur militaire de Paris au moment des attentats de 2015, il est nommé général de brigade et commande ensuite la 7<sup>ème</sup> brigade blindée de Besançon (2015-2017). Il exerce *in fine* les fonctions d'attaché de défense à Berlin jusqu'en 2020.

Sa carrière opérationnelle le mène notamment en Afrique, au Kosovo et en Afghanistan où il fut commandant de l'opération PAMIR IX et commandant du bataillon français (août 2004- février 2005).

Le Général RICHOUX est officier de la Légion d'Honneur et commandeur de l'Ordre national du Mérite. Il est titulaire de la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze.

Sur le plan universitaire, il est titulaire d'un DESS de gestion de ressources humaines (Paris IV - CELSA Sorbonne) et d'un doctorat d'histoire antique sur la poliorcétique romaine (Paris IV /Sorbonne-Université).

Marié, le Général RICHOUX est père de quatre enfants. Il exerce actuellement les fonctions de consultant défense sur LCI.

## Mot de la Rédactrice en chef

Isabelle PRAUD-LION, Officier réserviste citoyen auprès du CCF

Chers lecteurs,

Le thème retenu pour cette lettre tourne autour de la géographie... J'espère que vous apprécierez cette invitation.

## Mot du Directeur de l'EMSST

Par le Colonel Brice FONLUPT, directeur de l'EMSST

Depuis 2021, l'EMSST est engagé sur la voie de la transformation de sa capacité opérationnelle afin de répondre aux évolutions des besoins de l'armée de Terre en officiers aux compétences de très haut niveau, en pleine adéquation avec l'évolution de notre modèle d'armée « Au combat ».

Rédactrice en chef : ORC Isabelle PRAUD-LION - [isabelle.praud-lion@jpl-sas.fr](mailto:isabelle.praud-lion@jpl-sas.fr)  
Mise en page : Colonel (ER) Marc LIMON – [limonmrc@orange.fr](mailto:limonmrc@orange.fr)

Minerve est soutenue par la Fondation  
Crédit Social des Fonctionnaires



En effet, avec le retour de la guerre de haute intensité, le besoin en expertise s'est considérablement accru, à la fois en nature avec l'ouverture de nombreux nouveaux domaines d'intérêt au travers de nouvelles scalarités (IA, robotique, sciences cognitives, mondes et langues africains, énergie à effet dirigé, politique environnementale, technologies quantiques, etc.), mais aussi en volume (passage de promotion de 100 à 170 officiers stagiaires), comme en « attitude » (pour reprendre le célèbre acronyme militaire « NVA »), avec des pédagogies plus innovantes (recherche de certifications plutôt qu'une diplomation, orientation des stages en entreprise, montée en puissance de l'alternance, etc.). Tous ces changements, profonds et structurants, ont été opérés en ayant pour fil guide la voie tracée par l'Ingénieur général Sabatier, dont les mots résonnent aujourd'hui encore d'une pleine modernité : « Le type d'officier réellement moderne, capable et seul capable d'embrasser l'ensemble des problèmes militaires où s'enchevêtraient de plus en plus des questions tactiques et techniques, est le type de l'officier technicien qui a acquis la formation classique du commandement ».

Arrivé au terme de ces trois années, il est temps à présent de passer le relais. Mon adjoint, le Colonel LAPACHERIE est appelé à me succéder. Je lui souhaite dès à présent une pleine réussite à la tête de notre belle et prestigieuse école et espère qu'il aura autant de satisfactions que j'ai pu moi-même en retirer durant ces trois dernières années.

### « L'Amérique latine : les défis d'une influence internationale Partie 1 : un passé douloureux, les tensions avant 2020 »

Par M. Pascal DROUHAUD, président de l'association France-Amérique latine « LATFRAN » ([www.lafran.fr](http://www.lafran.fr)). Il est spécialiste des relations internationales et l'auteur de nombreux articles sur la situation politique et géo-économique latino-américaine et ancien auditeur de la 54<sup>ème</sup> session nationale de l'IHEDN. La Partie 2 sera publiée dans la Lettre 63 et portera sur les nouvelles lignes apparues dès 2010 et le retour sur la scène internationale en ordre dispersé.



Les tensions internationales provoquées notamment par la guerre engagée par la Russie en Ukraine, le conflit entre Israël et le Hamas et l'affrontement entre « le Sud global » et les tenants d'un mécanisme international né de la victoire des alliés en 1945 revisitée après la chute du Mur de Berlin en 1989, place l'Amérique latine face à son destin. Longtemps considérée comme le « back yard<sup>1</sup> », l'arrière-cour des États-Unis, elle fût pendant la guerre froide un prétexte, parfois un alibi et un terrain de guerres de la bipolarité Est-Ouest.

Au sortir de la disparition de l'URSS, le continent latino-américain a cherché à diversifier ses partenaires internationaux. La République populaire de Chine est, avec les États-Unis et l'Union européenne, un nouvel acteur économique global répondant à la diversité latino-américaine. Ce sont 33 pays qui la composent, avec autant de réalités nationales différentes expliquant la présence ponctuelle de pays comme la Turquie, l'Iran, la Russie, le Japon, le Qatar ou les Émirats arabes unis. La Chine a réussi une implantation économique, parvenant même à devenir le principal partenaire économique du Brésil qui est la première économie du continent. Cette diversité a marqué une période d'affirmation d'une nouvelle forme d'indépendance, mise au service d'un idéal de prospérité qui s'est accompagné de changements politiques et d'alternances pendant les années 2010.

Au lendemain de la crise sanitaire qui l'a affaiblie sur le plan économique et social, l'obligeant à se recentrer sur les logiques nationales au détriment des entités régionales, l'Amérique latine courait le risque de devenir le « continent oublié<sup>3</sup> » des relations internationales. Balloté au gré des crises internes incarnées par les flux des migrants vers le Nord, à travers le Mexique ou vers l'Amérique du Sud, le continent peut être englouti dans une nouvelle mécanique de récupération par de grandes puissances globales qui inscrivent leur démarche dans une nouvelle logique de blocs antagonistes.

Adoptant globalement une forme de neutralité qui ne disait pas totalement son nom depuis l'attaque russe contre l'Ukraine, l'Amérique latine est sortie de sa réserve avec le conflit entre Israël et le Hamas : les lignes idéologiques ont été ravivées, inscrites comme autant de fondamentaux entre deux lignes aujourd'hui irréconciliables : l'une est portée par le président brésilien, Inacio LULA da SILVA<sup>4</sup>, très actif au sein des BRICS<sup>+5</sup> et sensible aux positions d'un « Sud global » qui est critique à l'égard des institutions régissant l'ordre international contemporain. L'autre est portée par le président argentin, Javier MILEI<sup>6</sup>, clairement pro-occidental : soutien à Israël et à l'Ukraine, volonté de contrecarrer la Chine dans son intention de s'implanter dans la région de l'Antarctique. Autant de divergences qui permettent à l'Amérique latine de redevenir un enjeu international. Tout le défi consiste désormais à en faire un acteur d'influence.

#### Du « back yard » au risque de marginalisation internationale : 1947-2020



Le Président John F. Kennedy et le Secrétaire général du PCUS Nikita Khrouchtchev - Vienne, 3 - 4 juin 1961. © US National archives.

Pendant les décennies de la relation Est-Ouest, le continent été un « théâtre opérationnel » où de nombreux conflits périphériques se sont produits. Le « back yard », l'arrière-cour des États-Unis était cependant défiée par l'URSS : de la crise des missiles d'octobre 1962, aux conflits internes d'Amérique centrale et du sud alternant guérillas et contre-insurrections, régimes militaires et de « libération », le continent constituait, bien malgré lui, un levier dans un rapport de force global.

La meilleure illustration de cette réalité a sans doute été constituée par la crise des missiles qui s'est transformée en un danger immédiat pour la paix globale en 1962<sup>7</sup>. Le jeune régime castriste au pouvoir depuis 1959, était pris dans la surenchère d'une alliance aux enjeux stratégiques qui le dépassaient largement.

Cuba a constitué une des rares implantations, contenue dans la durée par les États-Unis, du camp adverse. L'exemple sécuritaire s'est doublé d'une démarche politique. Il s'agissait de projeter une mythologie révolutionnaire, une rhétorique visant à rompre ce qui constituerait une forme de « déterminisme des sociétés » offrant autant de points d'appui au camp adverse dans le cœur du système occidental.

Au sortir de la crise d'octobre 1962, il apparaissait évident que le risque de débordement par l'ouest, par conséquent l'Amérique latine, était un risque réel. Pour ce continent, les soubresauts politiques, avant les années sombres des dictatures militaires, les fragilités sociales représentaient suffisamment de défis pour ne pas s'engager plus de l'avant dans la logique des enjeux nucléaires sur laquelle elle n'avait pas d'emprise.

Le traité de Tlatelolco<sup>8</sup> signé à partir de 1968, a conduit à une cristallisation de la problématique nucléaire, faisant du continent la première zone exempte d'armes nucléaires au monde<sup>9</sup>.

L'implantation de « foyers révolutionnaires » d'inspiration marxiste-léniniste en Amérique centrale ou en Amérique du Sud, constituait autant de moyens de pression dans un dialogue bipolaire. Les conflits internes au Guatemala et surtout en El Salvador seront par exemple au programme du Sommet de Malte entre le président Georges BUSH et le secrétaire général du parti communiste de l'URSS en décembre 1989<sup>10</sup>.

La réalité de la structure bipolaire des relations internationales, opposant deux systèmes antagonistes régis sur le plan sécuritaire par le principe de la dissuasion nucléaire, se traduisait en Amérique latine par des conflits dits « périphériques », et la mise en place de mouvements insurrectionnels ou de contre-guérillas.

Les accords de paix des années 1990, la disparition du cadre bipolaire d'après-guerre, devaient permettre la mise en place d'un nouveau contrat social, indispensable à un développement qui a marqué le continent pendant la « décennie dorée » des années 2000. La hausse des prix des matières premières a permis à de nombreuses économies d'entrer dans « le club » des pays émergents et avec eux, des dizaines de millions de personnes intégrant les classes moyennes et prenant goût à la société de consommation. Tout contribuait à alimenter l'espoir, d'aucuns diront « l'illusion » d'un décollage économique : la croissance soutenue et la hausse du PIB par habitant, la baisse du nombre de pauvres et le renforcement de la classe moyenne, donnaient à penser que l'Amérique latine émergeait enfin et de manière durable. Hélas, la chute des cours de matières premières à partir de 2013, la baisse de la consommation qui en a résulté, le retour de politiques de rigueur, ont posé les fondations d'une crise aggravée par la Covid 19.

Les États latino-américains ont dû par ailleurs, affronter seuls les conséquences de la crise sanitaire qui a creusé les fractures sociales. Pas ou peu de plans de relance, l'urgence a consisté à tenter de limiter la portée des épidémies qui ont frappé les principaux pays du continent. Le Brésil, le Pérou, l'Argentine, le Chili, la Colombie et le Mexique ont été les plus touchés en termes de santé, par la Covid 19.

---

1. « Back yard » : concept apparu lors de la doctrine Monroe en 1823 présentant les pays au sud du Mexique, comme « l'arrière-cour » des États-Unis. Ce sentiment de zone d'influence » a été central pendant la guerre froide (1947-1991) pour comprendre la place occupée dans la rivalité Est-Ouest par l'Amérique latine

2. Le nom de Guerre Froide a été donné à la confrontation idéologique, politique, économique et culturelle qui a opposé de 1947 à 1990, les États-Unis d'Amérique et l'Union des républiques soviétiques socialistes. De nombreux accords stratégiques ont été établis pendant la guerre froide dans le cadre du principe de la « *Mutual assured destruction/MAD* ». La destruction mutuelle assurée est une doctrine stratégique devant garantir un équilibre des forces nucléaires pendant la guerre froide. L'assurance de l'anéantissement de chacun des adversaires par l'usage de leurs forces nucléaires devait en rendre l'utilisation impossible. Elle a contribué à la crédibilité de l'équilibre de la terreur qui a régi les relations internationales pendant la guerre froide.

3. Pascal DROUHAUD et David BIROSTE : « L'Amérique latine : le continent oublié des relations internationales ? », Revue politique et parlementaire, 2 Novembre 2021.

4. Luiz Inacio LULA da SILVA a été Président de la République fédérative du Brésil pendant deux mandats consécutifs du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Élu le 31 octobre 2022 au second tour d'une campagne présidentielle qui l'opposait à l'ancien Président Jair BOLSONARO avec 50.9% des suffrages, il assume ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2023. La journée du 8 janvier, les partisans de son prédécesseur ont investi et saccagé les sites des institutions fédérales à Brasilia.

5. BRICS + : Ils rassemblent plusieurs pays représentant 27% en valeur nominale du PIB mondial (G7/ 44%). Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran.

6. Javier MILEI est Président de la République d'Argentine depuis le 10 décembre 2023. Il a été élu, sur un programme néo-libéral sur le plan économique et conservateur sur les questions de société au terme d'un processus autour de 3 événements politiques : « les primaires ouvertes, simultanées et obligatoires », qui se sont tenues le 13 août 2023. Elles permettent de « qualifier » les candidats qui obtiennent plus de 1,5% des suffrages. Le 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 22 octobre 2023 et le 2<sup>nd</sup> tour, le 19 novembre 2023.

7. Avec l'accession au pouvoir de Fidel CASTRO et son entrée à la Havane le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les relations avec les États-Unis se sont progressivement dégradées. Les années 1960 ont été marquées par des tensions très fortes. En 1961, l'Opération de la baie des Cochons constituait une tentative de débarquement d'exilés cubains, formés par la CIA et visant à renverser Fidel CASTRO. Préparée pendant la présidence de Dwight EISENHOWER, elle est réalisée trois mois après l'arrivée à la Maison blanche de John F. KENNEDY. Elle se conclut dès le 19 avril 1961, par un succès des forces castristes, rendant plus difficile la position du président américain avant sa rencontre avec Nikita KROUCHTCHEV à Vienne les 3 et 4 juin 1961. C'est dans ce contexte qu'est érigé le Mur de Berlin les 12 et 13 août 1961. En octobre 1962, la découverte fortuite, dans le cadre d'une mission secrète d'observation aérienne par un avion U2, de l'installation de rampes de lancement de missiles SS 4 à tête nucléaire ouvrait la crise la plus grave de la guerre froide. Le président KENNEDY décidait d'installer un blocus maritime ne permettant pas aux navires soviétiques d'entrer ou de sortir de la zone concernée sous peine d'entraîner une escalade. Le 29 octobre, un accord est trouvé entre les deux Grands, l'URSS acceptant de démanteler ses installations à Cuba. Les États-Unis s'engageaient, pour leur part, à démanteler des missiles Jupiter installés en Turquie illustrant une forme de réciprocité stratégique. Les États-Unis les ont, dans les faits, remplacés par des sous-marins lanceurs d'engins positionnés en Méditerranée et pouvant chacun procéder au lancement de 16 missiles nucléaires Polaris A1 puis A 2 d'une portée comprise entre 1 800 et 2 800 kilomètres. Cuba avait été un instrument de la rivalité est-ouest, mettant en danger l'ensemble latino-américain.

8. Le Traité de Tlatelolco est un accord régional signé le 14 février 1967, entré en vigueur le 22 avril 1968. Il engage l'ensemble des trente-trois États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il « interdit les essais, l'utilisation, la fabrication, la production, l'acquisition ou le stationnement de toute arme nucléaire » au sein de l'espace latino-américain. Le traité garantit la dénucléarisation militaire des territoires sous le contrôle d'autres États (la Guyane française par exemple). Le Traité de Tlatelolco interdit le transfert des armes nucléaires et leur stationnement « sur le territoire des États parties ».

9. Il existe cinq traités sur des zones régionales exemptes d'armes nucléaires qui prévoient que les parties concluent un accord de garanties généralisées avec l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) :

- Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco, 1967) ;
- Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique sud (Traité de Rarotonga, 1985) ;
- Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-est (Traité de Bangkok, 1995) ;
- Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba, 1996) ;
- Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (Traité de Semipalatinsk, 2006).

10. Le Sommet de Malte s'est tenu les 2 et 3 décembre 1989. Il a réuni le président américain Georges BUSH et le président de l'URSS Mikhail GORBATCHEV à bord des bâtiments TS Maxim Gorkiy et USS Belknap (CG-26). Il réunissait les deux leaders pour la première fois depuis la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989) et marque la fin de la guerre froide.

**« La géographie, ses domaines et champs d'application dans les opérations et le renseignement militaire »**

*Par le Commandant Pierre-Laurent BETHMONT École de guerre économique (MBA RSIC), EMSST 2023-2024*

La géographie, en tant qu'arme savante accompagnant les grandes innovations technologiques militaires, a d'abord été placée sous la responsabilité du génie militaire puis de l'artillerie. Avec l'avènement des missiles balistiques réduisant les échelles continentales en champs de bataille tactique, la géographie est devenue l'outil de prédilection des états-majors opératifs et stratégiques.

En appui de l'élaboration d'une planification opérationnelle ou de sa conduite, la géographie militaire s'attache à décrire les aspects généraux et les possibilités de manœuvre qu'offre un terrain. Dans le domaine du renseignement, l'emploi de la géographie repose sur des connaissances et des missions spécifiques qui contribuent aux deux fonctions interarmées du renseignement : connaissance et anticipation. Elle se trouve intégrée à chaque niveau de la fonction interarmées du renseignement en entités constituées réalisant, chacune à leur niveau, l'exploitation et l'analyse des renseignements d'intérêt militaire géolocalisés.

Répondant à des besoins particuliers mais aussi standardisés, notamment dans le domaine de l'imagerie satellitaire, le renseignement d'origine géospatiale dans son contexte français s'est initialement reposé sur la doctrine OTAN prévalente au sein des pays membres, pour évoluer vers un modèle d'exploitation de données multi-sources. Son articulation se décline en cellule GEOINT (Geospatial Intelligence) dans le cadre des opérations, en Section spécialisée au sein des centres d'armées ou en Centre interarmées pour répondre aux besoins de l'état-major des Armées.

Tout le long du cycle du renseignement, l'expertise géospatiale vise à capitaliser et à exploiter, à travers une approche spatiale, les informations et renseignements géolocalisés provenant des capteurs spécialisés et des flux d'informations dans l'espace cyber. Le renseignement géospatial réalise un appui et un soutien mais n'est pas un élément de la conduite des opérations.

Comme la géographie militaire, le renseignement géospatial apporte des connaissances opérationnelles reposant sur des techniques de recueil, de capitalisation et de diffusion de l'information. S'appuyant sur des outils d'exploitation de bases de données, le renseignement géospatial répond à un besoin opérationnel par un appui adapté aux circonstances, aux échelles de temps et d'espace ainsi qu'à la contrainte des moyens. Il est un contributeur majeur de l'orientation des capteurs dans la recherche visant à déceler l'ennemi. Il appuie la manœuvre dans le cadre des prises de décision en participant à l'élaboration de la connaissance de l'espace de bataille par des cartes thématiques ou des synthèses analytiques, permettant de caractériser les comportements spatiaux de belligérants ou d'adversaires. Les connaissances thématiques nécessaires au socle du renseignement géospatial portent sur les populations, l'organisation des réseaux géographiques, les réseaux de flux immatériels, le terrain, ses mouvements, son organisation spatiale, ainsi que les forces en présence, leurs caractéristiques ou habitudes spatiales (pattern of life) et leur aptitude à manœuvrer.

Les perspectives d'évolution concernent particulièrement le domaine du support. En effet, la croissance des volumes de données stockées doit répondre à une exigence contradictoire entre le besoin de capitalisation de données et leur rafraîchissement. Elle impose l'emploi d'un Cloud de confiance permettant le stockage des données d'intérêt militaire issues des capteurs régaliens mais aussi issues du domaine du Cyber comme les Open datas provenant de fournisseurs ou de l'activité d'utilisateurs. L'intégration des données dites OSINT (Open Source Intelligence) est un enjeu qui mériterait d'établir un cadre d'emploi standardisé de l'OSINT articulé aux doctrines de la Cyberdéfense et du renseignement géospatial.

**« Quelles perspectives pour la présence militaire française en Afrique ? »**

*Par le Capitaine Vincent C. stagiaire EMSST 2023-2024 (intelligence économique)*

Le 2 février 2024, Jean-Marie BOCKEL a été nommé par l'Elysée « envoyé personnel » d'Emmanuel MACRON pour « refonder » les relations de la France avec les pays d'Afrique où se trouvent encore des bases militaires françaises (à l'exception de Djibouti). Missionné à la suite des putschs qui ont secoué la bande sahélo-saharienne, l'ancien Secrétaire d'Etat à la Coopération de Nicolas SARKOZY est chargé de discuter avec les partenaires africains du format et des modalités d'action du futur dispositif militaire français sur leurs sols<sup>1</sup>. Lors de sa première visite, effectuée en Côte d'Ivoire fin février, M. BOCKEL a confirmé une tendance à la baisse des effectifs<sup>2</sup>.

Déjà en février 2023, le président MACRON avait annoncé une « diminution visible » à venir du nombre de soldats français sur le continent africain et un « nouveau modèle de partenariat » supposant une « montée en puissance » des institutions militaires africaines<sup>3</sup>. Si cette « diminution visible » semble tarder au regard du nombre inchangé de militaires français stationnés à Dakar ou Libreville, elle pourrait se concrétiser à court terme. Mais davantage que les chiffres, comme le souligne Philippe CHAPLEAU, écrivain et journaliste spécialisé dans les questions de défense, « ce sont les ambitions militaires françaises en Afrique qui mériteraient d'abord d'être précisées. S'agit-il de simplement faire des économies budgétaires en réduisant la force permanente ? Ou de poursuivre à notre rythme un retrait ordonné et ainsi d'éviter les désagréments connus au Sahel ? De bâtir un réseau de forces et de moyens prépositionnés (comme le font les Américains avec leurs CSL<sup>4</sup>) ? S'agit-il d'admettre aussi que d'autres acteurs ont acquis une place au détriment de la France et que celle-ci se replie inexorablement<sup>5</sup> ? »

Quoi qu'il en soit, des réflexions sont en cours pour que Paris réduise la voilure tout en conservant sa capacité d'action sur le sol africain. Le général Thierry BURKHARD a évoqué à l'Assemblée nationale, le 31 janvier dernier, la possibilité de voir naître des bases franco-américaines. « Mutualiser les bases est souhaitable si nous voulons réduire notre visibilité tout en conservant le minimum d'empreinte nécessaire pour maintenir ouverts nos accès », a soutenu le chef d'état-major des armées. Néanmoins, selon des informations de l'hebdomadaire Le Point, Français et Américains n'ont pas encore ouvert de discussion formelle à l'échelon politique<sup>6</sup>.

La France, qui a besoin d'exister autrement qu'en apparaissant comme une puissance d'occupation tout en préservant une marge de manœuvre, doit également résister à l'opportunisme des Russes sur le continent. Le Kremlin, qui souffle depuis plusieurs années sur les braises du sentiment anti-français par l'intermédiaire du groupe Wagner avec ses mercenaires, ses faux médias et ses influenceurs sur les réseaux, est en effet un concurrent direct de la France dans son pré-carré. Cependant, il se pose uniquement en pourvoyeur de sécurité et semble n'avoir aucun autre objectif que l'exploitation des ressources. Dès lors, Paris doit-il faire le dos rond et attendre que l'effet de mode russe s'estompe ? « Sur le plan économique, la Russie n'a rien à proposer » et « même si l'attractivité de la France a un peu baissé, cela ne durera pas longtemps », estime l'analyste politique russe Konstantin KALATCHEV<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> VINCENT E., RICARD P., 12/02/2024, Jean-Marie BOCKEL, envoyé spécial d'Emmanuel MACRON en Afrique : il faut "faire évoluer les dispositifs militaires dans l'intérêt de tous", Le Monde, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/12/jean-marie-bockel-envoye-special-d-emmanuel-macron-en-afrique-il-faut-faire-evoluer-les-dispositifs-militaires-dans-l-interet-de-tous\\_6216139\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/12/jean-marie-bockel-envoye-special-d-emmanuel-macron-en-afrique-il-faut-faire-evoluer-les-dispositifs-militaires-dans-l-interet-de-tous_6216139_3212.html)

<sup>2</sup> AFP, 21/02/2024, L'envoyé de MACRON évoque un "remodelage" de la présence militaire française en Afrique, VOA Afrique, <https://www.voafrique.com/a/bockel-%C3%A9voque-un-remodelage-de-la-pr%C3%A9sence-militaire-fran%C3%A7aise-en-afrique/7496680.html>

<sup>3</sup> AFP, 27/02/2023, MACRON annonce une prochaine « diminution visible » des effectifs militaires français en Afrique, BFM TV, [https://www.bfmtv.com/politique/elysee/macron-annonce-une-prochaine-diminution-visible-des-effectifs-militaires-francais-en-afrique\\_AD-202302270571.html](https://www.bfmtv.com/politique/elysee/macron-annonce-une-prochaine-diminution-visible-des-effectifs-militaires-francais-en-afrique_AD-202302270571.html)

<sup>4</sup> CSL : Cooperative Security Locations (sites de sécurité coopérative).

<sup>5</sup> CHAPLEAU P., 06/02/2024, Moins de troupes françaises en Afrique : on en reparle, un an après les annonces d'E. MACRON, Ouest France, <https://lignesdedefense.blog.ouest-france.fr/archive/2024/02/06/moins-de-troupes-francaises-en-afrique-on-en-reparle-un-an-apres-les-annonc.html>

<sup>6</sup> PONCET G., 19/03/2024, Des bases franco-américaines en Afrique : pour quoi faire ?, Le Point, [https://www.lepoint.fr/monde/des-bases-franco-americaaines-en-afrique-pour-quoi-faire-19-03-2024-2555461\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/des-bases-franco-americaaines-en-afrique-pour-quoi-faire-19-03-2024-2555461_24.php)

<sup>7</sup> AFP, 15/03/2024, Fort du soutien de Paris, le Tchad résiste aux appels du pied de Moscou, VOA Afrique, <https://www.voaafricaine.com/a/fort-du-soutien-de-paris-le-tchad-pi%C3%A8ce-manquant-au-puzzle-russe-au-sahel-r%C3%A9siste/7528976.htm>

### « Officiers orientalistes, interprètes, linguistes... D'où ces officiers que les Armées forment aux langues étrangères viennent-ils ? »

Par le Chef de bataillon Guillaume LAMBERT, stagiaire EMSST 2023-2024, licence d'arabe à l'INALCO

Dix officiers stagiaires de l'EMSST rejoindront à la rentrée prochaine les bancs de l'INALCO. En septembre 2023, deux aviateurs et deux marins complétaient cette cohorte qui ralliera les rangs des officiers formés aux langues et cultures extra-européennes. Pourtant, leur dénomination peine à trouver un sens actuel. Pour l'armée de Terre, ils sont officiers linguistes, expression aussi simpliste qu'erronée : bien qu'ils doivent devenir locuteurs, ils ne peuvent toutefois se prétendre traducteurs chevronnés. Le terme d'orientalistes, tout aussi réducteur, fait référence à la vision passéiste d'un Orient de protectorats, colonies et départements français, du Maroc septentrional à la lointaine Indochine. C'est cependant bien de cette Histoire, née sur les berges du Nil, que vient leur spécialité.



Insigne du corps des officiers des affaires militaires musulmanes (1938-1961)

En 1798, neuf orientalistes sont recrutés sous le titre d'interprètes de l'Armée d'Egypte pour l'expédition napoléonienne. Ils y apportèrent par leurs connaissances linguistiques et culturelles, une aide précieuse à la décision des chefs. Au retour d'Egypte, le corps des officiers interprètes est créé. Il intègre d'autres langues que l'arabe, notamment le bambara, parlé par plusieurs tribus d'Afrique occidentale. En 1830, le corps royal des interprètes de l'Armée d'Alger est créé. Il deviendra ensuite le corps des interprètes de l'Armée d'Afrique, comptant une centaine d'officiers et sous-officiers.

Leur présence est incontournable lors des interventions françaises en Tunisie en 1881 puis au Maroc en 1901. Conseillers auprès des autorités politiques et militaires, ils les accompagnent dans leurs visites, sont chargés du renseignement politique local et remplissent aussi les fonctions de commissaires du gouvernement dans les tribunaux coutumiers. Ils se distinguent, dans leur tenue, par le port de boutons de vareuse à tête de sphinx. Lors de la première guerre mondiale, les interprètes militaires seront intégrés aux unités africaines et nord-africaines.

En 1938, est créé le corps des officiers des Affaires Militaires Musulmanes qui, au cours de la seconde guerre mondiale, participe aux combats de l'Armée d'Afrique en Tunisie, en Italie, en France et en Allemagne. Ce corps sera supprimé en 1964. Les interprètes militaires seront ensuite quasi-exclusivement réservistes. Lors des opérations en Ex-Yougoslavie, des officiers interprètes en langues serbo-croates sont projetés. Ils y développent les relations avec les médias et les populations et participent à la montée en puissance des actions civilo-militaires et des premières opérations d'influence.

Le panel des langues s'est élargi : russe, chinois, vietnamien, persan et plus récemment, un retour des langues africaines. La maîtrise de ces langues est indissociable des connaissances culturelles (histoire, géographie, anthropologie). Ces deux piliers sont nécessaires pour assurer l'efficacité des missions confiées à ces officiers dans les relations internationales, la coopération militaire et le renseignement. Alors que l'influence militaire française est contestée dans de multiples champs, la question de la politique d'emploi par les Armées de ces officiers spécialisés est désormais posée.

### « Une certaine idée de la Russie : quand la géographie devient politique ... »

Stagiaire EMSST 2023-2025 en scolarité INALCO Russe

En février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine après avoir annexé la Crimée dix ans plus tôt. Pour justifier cette invasion, le président russe Vladimir POUTINE a mobilisé et manipulé la mémoire collective de son peuple, utilisant l'histoire mouvementée de la Russie et sa vulnérabilité géographique pour renforcer le complexe obsidional russe.

Le territoire russe, premier au monde en superficie, s'étend de l'Est de la plaine d'Europe du Nord à l'océan Pacifique à l'Est et de l'Arctique à la mer Caspienne, ce qui rend très difficile la défense de ses frontières, notamment dans les zones les plus éloignées de sa capitale. Ainsi, la guerre russo-japonaise en 1904 et 1905 a mis en évidence l'incapacité de l'armée impériale russe à mobiliser hommes et matériels en peu de temps pour renforcer les troupes prépositionnées à Port-Arthur et défendre ses intérêts dans la partie extrême-orientale de son territoire. De même, la Russie est particulièrement vulnérable sur sa frontière occidentale, donnant sur la plaine d'Europe du Nord, zone ouverte particulièrement favorable aux invasions. La Russie en a fait l'amère expérience en 1605, en 1707, en 1812, en 1914 et en 1941. Pour parer cette défaillance, la Russie a plusieurs fois tenté d'annexer la Pologne, véritable point clé stratégique car constituant un couloir étroit par lequel les forces armées russes auraient pu verrouiller l'accès terrestre à leur frontière, longue de plusieurs milliers de kilomètres.

L'immensité de la Russie et ses nombreuses façades maritimes ne lui offrent toutefois qu'un accès limité aux « mers chaudes », c'est-à-dire libres de glaces toute l'année, les zones maritimes la bordant au sud étant plutôt des mers fermées ou quasi fermées. En effet, l'accès ou le départ des ports russes passe nécessairement par des détroits non contrôlés par la Russie comme ceux des Dardanelles et du Bosphore en mer Noire ou encore ceux de Cattégat et Skagerrak en mer Baltique. Consciente de cette contrainte stratégique, la Russie a fait le choix de baser ses flottes les plus importantes dans des ports pouvant être pris par les glaces tout en s'équipant de puissants brise-glaces pour assurer le déplacement de ses navires.

Au-delà de sécuriser un potentiel accès aux mers chaudes et par conséquent, au reste du monde, la Russie tente surtout de rétablir un glacis protecteur autour de ses frontières, via une domination indirecte par la signature de traités (Organisation du Traité de Sécurité Collective par exemple) ou la mainmise politique par le biais de présidents ou chefs de gouvernement pro-russes (en Biélorussie ou au Kazakhstan). Ce besoin existentiel de s'entourer d'un cordon protecteur est très présent dans le narratif russe et le spectre de la menace d'un encerclement de son territoire par l'OTAN est utilisé pour légitimer ses violations du droit international.

Ainsi, les vulnérabilités du territoire russe, la volonté de maintenir un glacis protecteur et la mobilisation de l'imaginaire collectif concourent aux vellétés d'impérialisme. La Chine, voisin et allié de circonstances de la Russie est un autre exemple de la manière dont la géographie et l'histoire influencent la politique d'un pays : elle a conquis de nouveaux territoires pour créer des zones tampons sur terre et sur mer. Et comme en Europe, l'alliance des pays limitrophes fait bloc contre l'impérialisme chinois.

« Vivement la Première ! »

Par le Général Nicolas RICHOUX, Directeur général de Minerve

Le métier militaire prend parfois des détours inattendus et réserve de belles surprises. L'automne dernier, j'ai été ainsi invité par Ariane MNOUCHKINE, la grande Ariane MNOUCHKINE, directrice du Théâtre du Soleil et réalisatrice du fameux spectacle « 1789 » et du film « Molière », à venir parler de l'Ukraine, un dimanche après-midi à la suite d'une représentation, en compagnie des journalistes Jean QUATREMER et Laure MANDEVILLE.



LE DG de Minerve et Mme A. MNOUCHKINE

Quelques semaines plus tard, Ariane me fait part d'un projet théâtral, sorte de rétrospective de l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle par tableaux, destinée à remettre en perspective les événements géopolitiques actuels pour mieux les comprendre. Accepterais-je d'être son conseiller militaire et son historien ? Me voilà donc introduit par effraction dans le monde du théâtre, bien loin de mon milieu d'origine, mais finalement pas si éloigné de mes savoir-faire militaires ! Accueilli avec enthousiasme par une audience studieuse et passionnée, avide des questions, me voilà quasi-professeur en amphî Foch devant des stagiaires de l'École de guerre. Lors d'exposés divers, il m'est demandé de faire la rétrospective des événements majeurs du XX<sup>ème</sup> siècle et de retracer diverses batailles, y compris sur des cartes militaires ! Au programme, la révolution russe, les batailles de Dunkerque, d'Angleterre ou de Stalingrad. Bientôt devraient être évoqués la bataille de Berlin en 1945 et le début de la guerre froide. Ces informations doivent ensuite trouver leur traduction artistique, ce qui reste pour moi un mystère entier à cette heure...

Situation tout à fait improbable mais qui constitue une magnifique expérience dans un milieu très éloigné du milieu militaire, mais finalement assez patriote et très bienveillant envers notre Institution. Au moins deux spectacles sont prévus. Vivement la Première !

Informations diverses

Repas Minervien

Semestriellement, un déjeuner payant réunit, à l'École militaire ou à proximité, des membres de Minerve et quelques invités. Le dernier en date, le 10 avril, réunissait une quinzaine de convives et les deux photos ci-dessous en donnent un aperçu. Le prochain aura lieu en octobre.



Ces repas sont l'occasion d'échanges entre le Bureau et les adhérents, entre cursus et domaines d'emploi différents, entre tranche d'âges. Il est proposé à tout adhérent qui souhaiterait à l'avenir être informé des dates de ces repas, afin de pouvoir, le cas échéant, s'y inscrire, de faire connaître son intérêt à Minerve ([minerve@asso-minerve.fr](mailto:minerve@asso-minerve.fr)).

Départ du Colonel FONLUPT

Minerve a pour ambition de soutenir l'EMSST et ses stagiaires pour les aider à accomplir la noble mission de donner aux armées les compétences nécessaires à leur fonctionnement. Ceci ne peut pas être accompli sans une relation très étroite avec le commandant de l'EMSST. Ce fut le cas avec le Colonel Brice FONLUPT qui, toujours présent et parfaitement au fait de nos possibilités, a su conseiller Minerve sur les actions à mener et lui faire comprendre l'évolution des besoins des officiers stagiaires pour plus d'efficacité. Il a été également notre porte-parole auprès des stagiaires en valorisant l'action de l'association. Qu'il en soit chaudement remercié et nous lui souhaitons le meilleur pour la suite de sa carrière.

Carnet rose

Naissance de François chez le Lieutenant-colonel (en scolarité à l'INSP "ex ENA") et Madame Stanislas BIED-CHARRETON.  
Minerve présente toutes ses félicitations aux heureux parents.

Carnet gris

Minerve a appris avec tristesse les décès :

- du Général de division Alain MAGON de la VILLEHUCHET, Génie, BTEMS Ponts et Chaussées ;
- du Général Jean-Jacques RIGOUX, Génie, BTEMS Mines (Nancy), adhérent de l'AIDEMI ;
- du Général Jean MICHELET, Génie, BTEMS Supélec, adhérent de l'AIDEMI.

Minerve présente à leurs familles ses plus sincères condoléances.